

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant dérogation aux normes de rationalisation pour un
établissement d'enseignement secondaire**

A.Gt 12-01-1999

M.B. 06-11-1999

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957 telles qu'elles ont été modifiées;

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 19 juillet 1971, relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 29 juillet 1992, portant organisation de l'enseignement secondaire, tel qu'il a été modifié, notamment l'article 5quinquies;

Vu l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire donné en date du 26 mars 1998;

Considérant qu'il existe des motifs valables, en faveur des élèves, pour le maintien de l'établissement en dérogation aux normes de rationalisation fixées par le décret du 29 juillet 1992;

Vu l'avis de l'inspection des finances du 28 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 15 janvier 1999;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'éducation;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999;

Arrête :

Article unique : - Une dérogation aux normes de rationalisation, fixées par les articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire, est accordée à l'Institut du Sacré-Coeur de Burnot-Profondeville pour l'année scolaire 1998-1999.